

Pierre Vermeren

LE MAROC
en 100 questions

Un royaume de paradoxes

TALLANDIER

Cartes : © Éditions Tallandier/Karim Chaïbi, 2020

© Éditions Tallandier, 2020
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-3700-7

À mes trois enfants

Introduction

Le Maroc se voit et se rêve en pays d'exception. Il est au mieux avec tous les pays du monde, à deux près, l'Algérie et l'Iran. Il est persuadé d'être le plus européen des pays arabes et africains. N'est-il pas d'ailleurs le premier bénéficiaire de l'aide publique et des attentions de l'Europe ? Il se considère aussi comme le plus africain et le plus berbère d'Afrique du Nord. Il se rêve enfin en grande puissance islamique, ayant à sa tête le chef le plus prestigieux de l'islam politique.

Fort de ces certitudes distillées par le pouvoir, les Marocains ont une solide conscience nationale. Ce royaume est un grand État-nation de bientôt 36 millions d'habitants, qui s'est sorti et ne cesse de traverser des épreuves politiques et sociales de grande ampleur depuis l'avènement de Mohammed VI, il y a un peu plus de vingt ans, à l'été 1999. Pleinement africain, arabo-berbère et méditerranéen, situé à 14 km du continent européen et même frontalier de l'Espagne, celui-ci vit intensément les contradictions, les défis et les espoirs des pays du Maghreb – *alias* l'Afrique du Nord –, de l'Afrique et de la Méditerranée. Sur bien des

points, il n'est pas vraiment l'exception que les autorités françaises et marocaines aiment à décrire. Et s'il est extrêmement stable, puisque son système politique, renforcé par le bref épisode colonial, remonte aux temps médiévaux, il n'échappe ni aux contraintes climatiques, ni aux tensions révolutionnaires et islamistes, ni au chômage de masse ou aux impasses des économies méditerranéennes.

Les enjeux qui se posent en ce début de XXI^e siècle ne sont pas seulement intérieurs, mais aussi internationaux. Les Marocains, s'ils ont longtemps vécu repliés sur eux-mêmes et dans leurs montagnes, habitent aujourd'hui un pays ouvert internationalisé. Il serait faux de croire que la mondialisation est réservée au Nord : ce processus touche de plein fouet les pays du Sud, et le royaume l'illustre plus que d'autres. Les Marocains sont obligés de puiser dans les rapports sociaux, religieux et culturels qui sont les leurs pour trouver des réponses aux pressions venues de l'extérieur. La menace de désagrégation n'épargne pas cette société pourtant soudée par une longue histoire et par sa géographie qui est à la fois atlantique, montagnarde et méditerranéenne, ainsi que par la longue construction historique d'un peuple et de son appareil d'État très structuré.

Le Maroc n'est pas un pays tout à fait neuf, même si la forme actuelle de son État-nation remonte à 1956. C'est un vieil empire islamique multiculturel et multiethnique qui cultive ses différences. Il a traversé la période coloniale de manière résiliente et cultive de nos jours un nationalisme décomplexé. Son identité ne pose aucun problème. À l'indépendance, en 1956, après le protectorat français, il s'est pensé en nation centralisée et unitaire, à l'unisson de l'idéologie du nationalisme arabo-islamique en vogue dans

les autres pays d’Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Mais, libéré de ce biais idéologique, le Maroc a redécouvert sous Mohammed VI sa pluralité culturelle et les apports multiples qui ont fabriqué son socle national.

Les Marocains sont dans l’ensemble d’accord avec ce pluralisme qui puise aux sources de la berbéricité, de l’arabisme, du judaïsme et de l’islam, de l’africanité et de son ancrage méditerranéen, à la fois hispanophone et francoophone. Toutefois, une minorité politisée de tendance fondamentaliste islamique fait fi de cette complexité et réduit le pays à son identité arabo-islamique. Il serait un territoire de la *ouma* parmi d’autres, dont la seule originalité serait d’être son Extrême-Occident (*Al Maghreb al-Aqsa*). Face à cette guerre culturelle menée depuis des décennies par les militants islamistes, qui a déjà profondément transformé la société, la monarchie, forte du statut prestigieux de la Commanderie des croyants, mène un combat culturel et religieux – un véritable *Kulturkampf* – qui a l’assentiment des étroites élites, afin de maintenir pluralité et diversité, et résister aux vents qui soufflent du Moyen-Orient *via* les médias salafistes du Golfe.

Ce combat consiste à la fois à dégager le pays de l’étai culturel arabiste dans lequel il est enserré et à faire une place aux cultures et aux langues berbères, africaines et européennes. Outre la nécessité de restaurer la diversité des islams marocains sous la houlette du Commandeur s’impose aussi la nécessité de résister aux pressions intrusives des courants et des puissances fondamentalistes, et à combattre pied à pied pour une certaine liberté religieuse, ce qui n’est pas aisé dans une société en proie au conservatisme religieux. D’autant plus que le terrorisme, longtemps jugé

réservé à d'autres pays, a fini par rejoindre cette société en 2003, ce qui impose à l'État une vigilance de tous les instants, au risque de bafouer les droits fondamentaux. Il convient par ailleurs de maintenir le pays ouvert face aux apports culturels internationaux, au tourisme ou aux médias électroniques, afin de conserver intacts les liens avec le monde extérieur. L'école et les études supérieures ont à cet égard une position stratégique qui n'est pas vraiment exploitée. Au fond, c'est toute la sphère culturelle, économique et religieuse qu'il faut mobiliser et réformer dans la direction souhaitée par les autorités.

L'autre série de défis majeurs est de maintenir le cap de la stabilité et de la croissance économique dans une période particulièrement agitée au cours des deux dernières décennies, des attentats de New York en 2001 – qui ont beaucoup frappé le royaume et dont le Palais a immédiatement perçu l'onde de choc – à la crise financière internationale de 2008, et des printemps arabes de 2011 au *Hirak* algérien de 2019. Or, bien qu'il n'ait pas de pétrole, ou plutôt parce qu'il ne possède pas de mono-ressource d'exportation, le pays est contraint – pour le meilleur et pour le pire – de s'ouvrir à la concurrence internationale et de se battre avec ses armes auprès des acteurs de l'économie mondiale : il use pour ce faire de ses ressources formelles et informelles, légales et illégales, de ses millions d'émigrés, de son *soft power* religieux et de ses atouts historiques et géostratégiques. Toute la machine politique et économique fonctionne, par ces temps difficiles, pour alimenter les ressources, nourrir quotidiennement le peuple, payer les fonctionnaires et tenter de gagner des emplois et des parts de marché. Par temps de mondialisation libérale, et sous

le regard des institutions financières internationales, cela relève d'une mission extrêmement difficile.

Dans ce contexte reste la question politique : loin d'être une variable d'ajustement, elle se pose au quotidien, et de longue date. Le Maroc n'est pas une démocratie mais il aspire à le devenir. Le roi a presque tous les pouvoirs, mais Mohammed VI n'a pas la passion de gouverner de son père. Les Marocains sont conservateurs, pourtant les aspirations à la participation citoyenne et à la protestation contre les abus d'autorité sont fortes. C'est une monarchie parlementaire pluraliste, mais les partis politiques semblent épuisés et peu représentatifs. Le royaume a précipitamment réformé sa constitution en 2011, pour échapper aux printemps arabes, mais l'équilibre des pouvoirs semble à peine modifié. Enfin, le règne de Mohammed VI fut inauguré avec une presse qui n'avait jamais été si libre, une période bel et bien terminée depuis 2010.

Face à ces défis, vagues politiques et aspirations démocratiques ont agité la décennie, du « mouvement du 20 février » en 2011 aux deux *Hirak*, le marocain du Rif en 2017 et l'algérien en 2019. Le Maroc ne peut plus arguer de la crise saharienne comme sous Hassan II pour faire taire toutes ces revendications au nom de l'« Union sacrée pour le Sahara ». S'il jette dans cette crise quarantenaire du Sahara occidental toutes les forces de sa diplomatie, les effets internes de cette affaire sont épuisés. Tout change depuis la fin du xx^e siècle, maintenant que les Marocains sont par millions sur les réseaux sociaux ou à l'écoute de la diaspora, de l'Europe et du monde arabe, par télévisions et Internet interposés. La gouvernance a-t-elle pour autant changé de nature ?

INTRODUCTION

Au début de son règne, Mohammed VI et ses conseillers de la jeune génération avaient proposé un royaume rénové, plus libre, une nouvelle gouvernance et un contrat social rebâti. Force est de constater que ces promesses n'ont pas été tenues et que, quand bien même le Maroc de 2020 a beaucoup changé après ces vingt ans de règne, les fondamentaux de la gouvernance makhzénienne et de l'autoritarisme ont peu évolué. Fallait-il que tout change pour que rien ne change ? La riche année électorale 2021, au cours de laquelle – par les hasards du calendrier – la totalité des élections constitutionnelles se dérouleront au Maroc, nous dira si ce paquebot esquisse un virage ou bien s'il continue sur sa trajectoire originelle.

HISTOIRE

Un royaume légitimé

1

Quand est né le Maroc ?

Le « Maroc » est à la fois un jeune État-nation créé en 1956 et un vieil empire musulman.

Lorsque la France cosigne le traité de protectorat avec le sultan de Fès en 1912, elle le fait avec une entité politique couramment appelée « empire chérifien » ou « sultanat de Fès ». L'appellation de « Maroc », qui s'est tardivement imposée en français, vient de l'espagnol. Ce territoire est appelé « Maghreb ». Pour les Arabes de la péninsule arabe, le « Maghreb », c'est l'« Occident » – le pays où le soleil se couche –, immense territoire qui s'étend de la Libye à l'océan Atlantique. Pour qualifier précisément l'actuel Maroc, les géographes ont inventé au IX^e siècle l'expression « *Maghreb al-Aqsa* », l'Extrême-Occident. Ce Maghreb occidental est le siège du vieil empire musulman devenu Maroc. Les arabophones le désignent aujourd'hui comme *L'Maghreb*, ou *Mamlakat el-Maghribia* (royaume du Maroc), tandis que ce que nous appelons en français « Maghreb » est qualifié en arabe de « Grand Maghreb » (ou « Maghreb arabe », ce qui agace les tenants de la berbérité).

Dans l'Europe antique, ce territoire fut tour à tour désigné comme « royaume des Maures », « Maurétanie », « royaume de Fès (ou de Marrakech) », partie de la « Barbarie (ou Berbérie) » ou « État barbaresque ». Ses origines islamiques remontent à la création d'un émirat en 788, au pied du Moyen Atlas, par Idriss I^{er}, membre de la famille d'Ali, le quatrième calife de l'islam et gendre du prophète Mahomet. Poursuivi par les hommes de main des Abassides soucieux de liquider toute la descendance d'Ali, celui-ci trouva refuge dans la ville de Oualili (*alias* Volubilis) au pied de l'Atlas, dans la tribu berbère des Awarbas. Il les rallia à ses idées et les convertit à l'islam dans des circonstances inconnues.

Ayant gagné la confiance des tribus voisines, Idriss fonde la ville de Fès appelée à devenir la capitale historique d'un royaume islamique au Maghreb occidental. Il est tentant de dérouler le fil de l'histoire de cet embryon d'empire de manière à la fois téléologique et sainte : le futur Maroc serait né en 788 à Oualili par la fondation d'un émirat, ou en 807 par celle de Fès, et la succession des dynasties impériales serait constitutive de son histoire. Ainsi, il serait né arabe et musulman, à l'image de son créateur, membre de la maison du Prophète, une histoire analogue à celle de la France, que le baptême de Clovis, le 25 décembre 496, aurait forgée chrétienne et royale. La monarchie française et la monarchie marocaine n'hésitent pas à consacrer cette histoire sainte, à ceci près qu'elle est toujours en vigueur au Maroc. Certains des meilleurs historiens s'accordent sur cette datation : *L'Histoire du Maroc* de Daniel Rivet (2012) commence ainsi en 787, même si l'auteur convient que c'est « en pointillé à partir du VIII^e siècle ».

À l'inverse, un collectif de cinquante historiens marocains dirigés par Mohamed Kably publie à Rabat une somme, *L'Histoire du Maroc* (2011), qui remonte à la pré-histoire. Le Maroc n'y est pas défini comme chez Rivet en entité politique, mais en espace géographique, au sein duquel s'est déroulée en partie l'histoire des Berbères, le peuple originel qui se perd dans le néolithique. Les enjeux mémoriels et politiques liés à la renaissance berbère sont ici déterminants¹.

Mais le « Maroc » n'a pas, pendant longtemps, été désigné comme tel, ni en Afrique du Nord ni en Europe. Ce vocable provient de la déformation espagnole de Marrakech, cité fondée en 1062-1071. Les produits de l'artisanat local, comme la « maroquinerie » ou les tissus de laine appelés « Maroc », ont fini, par effet de métonymie, par désigner tardivement le royaume de Fès en Europe. Le mot entre dans la langue française au xvii^e siècle, mais se généralise réellement au xx^e siècle.

1. Voir la question 23, « Le Maroc est-il arabe ou berbère ? », p. 83.

Qu'était le Maroc avant le Maroc ?

Pour les préhistoriens et certains chercheurs, l'histoire commence bien avant 787, ainsi que l'établissent de nombreux documents et traces historiques, archéologiques et linguistiques. Ce ne serait donc pas tant le passé islamique et impérial qui aurait fait le Maroc, mais un espace géographique, notamment l'arc des montagnes atlassiques qui enserme du nord au sud le plateau (la *Meseta* des géographes), librement ouvert sur l'océan Atlantique.

Cette conception tient davantage à des considérations culturelles et anthropologiques : le Maroc serait le sanctuaire de la culture berbère de l'Afrique du Nord, ses populations ont pour l'essentiel échappé, durant l'Antiquité, aux phénomènes d'acculturation et de brassage méditerranéens qui ont touché l'Afrique du Nord : les influences des Phéniciens (que l'on retrouve jusqu'au Sahara par l'alphabet qu'ils y ont introduit), celles des Grecs, mais plus encore la romanisation et la christianisation. Dans l'espace du futur Maroc, ces phénomènes ont été limités à un petit triangle, qui va de la frontière algérienne actuelle à Tanger et Sala (jusqu'au fleuve du Bou Regreg qui sépare

Rabat et Salé), ou sont très ténus, voire inexistantes. Le Maroc serait donc devenu, au moins jusqu'à l'arrivée des Arabes et de l'islam, un conservatoire et un laboratoire de la civilisation des Berbères, assez préservée des influences civilisationnelles et politiques venues de la Méditerranée.

Il convient de distinguer l'existence de deux « pré-Maroc » en Berbérie occidentale, avant l'amorce de l'islamisation au IX^e siècle. Au nord émerge une petite Berbérie occidentale sous influence méditerranéenne. Celle-ci fut d'abord phénicienne, s'exerçant autour des comptoirs (ou enclaves coloniales) de Tingis, la future Tanger (dès le IX^e siècle avant J.-C. ?) devenue comptoir carthaginois au IV^e siècle, et Sala (la future Salé), fondée au III^e siècle. Elle fut ensuite romanisée après la chute de Carthage en 146 avant J.-C., et érigée en province romaine de Maurétanie tingitane par l'empereur Claude¹. Sa capitale était Volubilis, une cité prospère alliée à Rome, mais qui sortit peu à peu de l'Empire affaibli à partir du III^e siècle. La romanisation des Berbères urbains, la présence de communautés juives, la christianisation de la population, un réseau de villes et de voies, les circulations impériales (hommes, fonctionnaires, monnaies et produits), tout cela est durablement attesté.

Au sud, c'est-à-dire dans l'essentiel du pré-Maroc (plateau atlantique, Moyen, Haut et Anti-Atlas, plaine du Souss et pré-Sahara), ces territoires de la Berbérie occidentale sont demeurés l'inviolé de la civilisation berbère. Installée depuis le néolithique, cette civilisation agro-pastorale a

1. Cette province est ainsi dénommée pour la distinguer de la Maurétanie césarienne qui correspond à la partie centrale de l'Afrique du Nord, espace aujourd'hui occupé par l'Algérie.

HISTOIRE

développé tous les attributs des grandes civilisations orales, qu'ils soient religieux, économique, linguistique, artistique ou politique (notamment la forme de la tribu), lui permettant de résister et de collaborer avec les civilisations carthaginoise et romaine, de subsister pendant des millénaires avant de se fondre, en conservant l'essentiel de ses attributs, dans la civilisation islamique, et de s'insérer dans les réseaux marchands et économiques mondiaux, grâce au commerce de l'or et des hommes avec le Mali.

Pourquoi les Marocains rêvent-ils d'Andalousie ?

L'Andalousie islamique, *Al-Andalus* en arabe, est un mythe historique et politique très vivant. Perdue en 1492 après la fin de la Reconquista, elle est une nostalgie arabe et islamique qui résonne jusqu'au Moyen-Orient, et qui tinte au Maroc d'une manière particulière pendant des siècles, les deux pays ayant été gouvernés en commun, que ce soit sous les dynasties almoravide et almohade ou sous les Mérinides. Un grand nombre de familles andalouses se sont installées dans le royaume de Fès, au ^{xvi}^e siècle pour les juifs, puis au ^{xvii}^e siècle pour les Morisques (musulmans d'Espagne). Ces familles, qui conservent la mémoire précise de ces événements, ont bouleversé l'ordre politique et économique, y renouvelant la citadinité bourgeoise et artisanale, marquant en profondeur la cour et le gouvernement impérial, ou l'architecture et l'art de la guerre marocains. Dans ce pays longtemps montagnard et rural, les élites « andalouses » préservent un sentiment de supériorité constitutif de cette bourgeoisie.

Certes, l'Algérie, la Tunisie et la Libye partagent cette histoire, et partout des familles « andalouses » gardent une nostalgie aristocratique. Mais le Maroc, à la différence de ses voisins, est demeuré en « affaires » avec l'Espagne : que ce soit par la course (piraterie) au XVII^e siècle, le commerce, la contrebande, les enclaves territoriales, la colonisation, les affrontements, les échanges, les voyages, le tourisme, les migrations ou la rivalité de voisinage. Pendant quatre siècles, les Marocains se sont défendus contre les assauts ibériques menés par les Portugais et les Espagnols à partir de petites enclaves littorales (dont certaines sont toujours espagnoles cinq siècles après leur fondation, comme les *presidios* méditerranéens de Ceuta¹ et Melilla²). Puis, à partir de la guerre de Tétouan à la fin du XIX^e siècle, et surtout à partir de 1912, quand les Français ont concédé une partie du territoire colonial à l'Espagne, celle-ci a pris pied au Maroc, au grand dam des Marocains impuissants.

Depuis la décolonisation, accomplie par étapes de 1956 à 1975 au détriment de l'Espagne, les Marocains se sont mis à nouveau à rêver à l'Andalousie. Plusieurs manifestations culturelles, politiques et sociales peuvent être rangées dans la catégorie d'une sorte de « nostandalousie » (pour pasticher la « nostalgérie »). D'une part, on érige en paradis perdu l'Andalousie islamique, qui aurait été une terre de cohabitation harmonieuse entre chrétiens, juifs et musulmans, voire une terre de tolérance. Cette transposition de nos désirs est une construction intellectuelle qui fait fi de la violence de ces temps médiévaux, et qui oublie un peu

1. Ceuta s'appelle *Sebta* en marocain.

2. Melilla s'appelle *Melillia* en marocain.

vite qu'Averroès (Ibn Rochd) fut condamné à Cordoue et ses ouvrages brûlés. D'autre part, le Maroc, à travers des institutions comme la « Fondation des Trois Cultures¹ », tente d'utiliser cette mémoire pour accentuer ses liens avec l'Europe, ce qui est louable, et pousser ses avantages migratoires ou économiques. Les pressions migratoires et politiques exercées sur l'Espagne ne sont pas exemptes d'intérêts matériels (liés aux grandes tensions du Rif²) et politiques (visant à faire pression sur le pays d'Europe où se trouvent les principaux soutiens du Polisario).

1. La « Fondation des Trois Cultures » a été créée à l'initiative du Maroc par le conseiller royal André Azoulay en 1999, dans un contexte de vives tensions avec l'Espagne dirigée par José María Aznar, afin de célébrer la mémoire culturelle commune imputée à l'Andalousie médiévale au moment où chrétiens, juifs et musulmans ont cessé de vivre ensemble dans cette partie du monde. Vingt ans après, elle demeure un lieu culturel investi par les autorités marocaines et espagnoles.

2. Voir la question 61, « Qu'est-ce que les "lignes rouges" au Maroc ? », p. 196.

Pourquoi dit-on le « Maroc des villes impériales » ?

Le « Maroc des villes impériales » est à la fois une réalité historique et un slogan publicitaire à fonction touristique.

La réalité historique est en effet peu contestable : Fès, Marrakech, Meknès et Rabat ont été tour à tour des capitales dans lesquelles se sont succédé les sultans et rois des différentes dynasties impériales marocaines. Il ne faut pas s'y tromper, ces villes n'épuisent pas les « capitales » du Maroc, pays polycentré : Tanger, la plus ancienne (comme l'antique Salé), est aussi la plus stratégique ; Casablanca et Agadir sont les deux principales capitales économiques du pays, la première étant la plus importante ville d'Afrique du Nord depuis 1950. Tangé, Salé et Agadir sont les premiers ports du pays. Cette hiérarchie ne recoupe pas celle des villes bourgeoises qui se disent andalouses – Fès-Meknès, Rabat-Salé et Tétouan –, ni les capitales berbères que sont Marrakech, Agadir, Khénifra et Nador.

Il n'y a pas de linéarité simple dans l'usage des villes impériales, car chacune d'entre elles a été à plusieurs reprises capitale impériale, parfois à des siècles de distance,

mais aussi parfois en même temps, quand deux sultans rivaux se partageaient le pays. Ainsi, Fès, la ville originelle du Maroc islamique, fondée en 807, est le centre religieux, spirituel et culturel – en ce qui concerne la civilisation arabe tout au moins (rôle joué par Agadir pour la langue berbère), et a été le plus durablement sa capitale politique : sous quatre dynasties, et pendant deux intermèdes aux xv^e et xvii^e siècles. Elle est capitale de la dynastie Idrisside, qui fonde l'ordre politique du Royaume islamique de Fès. Elle donne son nom au traité de protectorat qui y fut signé en mars 1912. Lyautey, le résident général français, à la suite des révoltes du printemps et de l'été 1912 à Fès, décida le transfert de la capitale à Rabat – ville côtière fondée au xii^e siècle par les Almoravides – qui eut déjà ce statut durant quelques décennies au xviii^e siècle. Marrakech, la capitale du sud au xi^e siècle, fut la capitale à un titre ou à un autre sous cinq dynasties (elle renferme les tombeaux de sultans saadiens).

Au xx^e siècle, le Maroc colonial est indissociable de la communication politique de Lyautey, homme d'avant-garde qui comprit le pouvoir des mots. Entre la « Californie française », le « Royaume fortuné » et le « Maroc des villes impériales », Lyautey est décidé à « vendre » le pays aux investisseurs, immigrants et touristes français d'Algérie et de métropole. Il leur vend du rêve et de la gloire. L'argument fait mouche, si bien qu'il reste l'arme d'un tourisme culturel de masse ou d'élite (charters *versus* palaces de luxe), vanté et remis au goût du jour par toutes les compagnies de tourisme depuis un siècle.

Depuis quand règne la dynastie alaouite ?

La dynastie alaouite règne depuis le XVII^e siècle sur le sultanat de Fès devenu royaume du Maroc. Cette dynastie arabe et chérifienne, qui revendique son appartenance à la maison du prophète Mahomet (par son gendre Ali, d'où les Alaouites), est devenue une des plus anciennes dynasties régnantes du monde, loin toutefois derrière celle du Japon. Le futur premier sultan alaouite, Moulay Rachid ben Chérif, devient en 1664 chef du Tafilelt, une petite région oasienne du sud du Maroc, avant de s'imposer en 1667 à la tête du sultanat de Fès. Son règne dure cinq années.

Depuis 1636, le sultanat de Fès est dans une phase de décomposition politique. L'affaiblissement de la dynastie chérifienne des Saadiens permet à de nouveaux centres d'émerger, sous les coups de boutoirs portés par les Hispaniques et les Ottomans. L'affaiblissement et les rivalités au sein de la dynastie saadienne poussent les confréries religieuses à se renforcer. Elles s'emparent de vastes portions du territoire : autour d'Illigh dans le Souss ou de Dila dans le Moyen Atlas, dont un *cheikh* est proclamé sultan de Fès en 1659. Un an après, le dernier sultan saadien

est assassiné. Le pays est fractionné en régions autonomes, voire en républiques urbaines, comme à Salé.

De cette profonde crise du XVII^e siècle émerge un nouveau centre de pouvoir arabe venu du sud, basé à Sijilmassa dans le pré-Sahara. Comme les Saadiens plus d'un siècle auparavant, les Alaouites disposent de plusieurs atouts pour s'imposer à Fès. Ils se présentent comme une tribu arabe chérifienne, dont le pouvoir charismatique permet de tenir tête aux envahisseurs. Ils jouissent d'un préjugé favorable auprès des influents *chorfa* (pluriel de *chérif*) de Fès. Ils bénéficient de l'aura des hommes du désert, glorifiée par la mythologie arabe. Enfin, conformément à ses origines – car l'émirat idrisside marocain fut chiite –, ils incarnent la figure du *mahdi*, l'envoyé de Dieu que les musulmans attendent pour les sauver des périls. Comme les fondateurs des grandes dynasties du Moyen Âge, Almoravides et Almohades, ils sont portés par les tribus berbères et arabes du grand sud, pourvoyeur de la *baraka* califale.

Après le règne éphémère de Moulay Rachid qui se tue à cheval en 1672, son demi-frère Moulay Ismaïl lui succède sur le trône de Fès. Ce dernier est un puissant sultan qui règne plus d'un demi-siècle sur son califat, de 1672 à 1727. Hyperactif, habile chef politique et chef de guerre, il est le véritable fondateur de la dynastie alaouite. Il soumet peu à peu tout l'espace marocain, qu'il conquiert avec cruauté et méthode. Il s'empare en 1670 de Tombouctou, la capitale de l'or, qui lui offre une armée de soldats esclaves noirs, les *abid*, grâce auxquels il conquiert sans pitié le Maroc. Contemporain de Louis XIV, il entretient des relations avec les princes d'Europe, mais butte sur la régence d'Alger. Il fait de Meknès sa capitale impériale et monumentale,

HISTOIRE

construite par une armée d'esclaves blancs, et avec plus de 1 000 enfants, il aurait été l'homme le plus fécond de l'histoire ! À sa mort, les tribus reprennent leur place et massacrent l'armée noire. Mais la dynastie est solidement installée : vingt souverains alaouites règnent depuis 1727.